

Évaluer l'évaluateur

PENDANT de nombreuses années, partisans et adversaires du FMI l'ont engagé à faire évaluer indépendamment ses politiques et opérations. À la fin des années 90, le FMI a chargé trois groupes d'experts externes d'évaluer ses programmes en faveur des pays à faible revenu, sa surveillance régulière de la politique économique de ses pays membres et ses activités de recherche économique. Ces évaluations ont été publiées, de même que la réaction des services de l'institution et le résumé des débats de son Conseil d'administration lorsque celui-ci a examiné les évaluations.

Mais le Conseil a vite adopté une approche différente — une approche fortement privilégiée en dehors de l'institution. En juillet 2001, il a mis en place le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) et l'a chargé de poursuivre quatre objectifs : améliorer la culture d'apprentissage du FMI; renforcer sa crédibilité externe; faire mieux comprendre son action; et, surtout, fournir un retour d'information indépendant au Conseil.

Le mandat du BIE précise qu'il sera indépendant de la direction et des services du FMI et bénéficiera d'une grande latitude vis-à-vis du Conseil. À cette fin, le Directeur du BIE, qui est nommé pour une période fixe, est le seul responsable du recrutement du personnel et de l'établissement du programme de travail. Le premier Directeur du BIE, l'Indien Montek Singh Ahluwalia, a procédé à de vastes consultations, à l'intérieur et à l'extérieur du FMI, avant d'établir un programme de travail. Ce processus, décrit dans le premier rapport annuel du BIE, a abouti à la sélection de trois sujets à étudier pendant la première année : l'ajustement

budgétaire dans les programmes appuyés par le FMI, le rôle du FMI dans trois crises des comptes de capital (Indonésie, Corée et Brésil) et l'utilisation prolongée des ressources du FMI. Ces études ont été publiées, de même que la réaction des services du FMI et du Conseil.

Le BIE travaille déjà sur sa deuxième série d'études. Avec son homologue à la Banque mondiale, il évaluera les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, qui servent de référence pour les prêts concessionnels accordés aux pays à faible revenu au titre de la facilité du FMI pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, et il examinera dans quelle mesure cette facilité a atteint ses objectifs. Le BIE étudiera aussi le rôle du FMI en Argentine de 1991 à la fin de 2002. Enfin, il évaluera les programmes d'assistance technique du FMI.

Dans quelle mesure le BIE a-t-il atteint ses objectifs jusqu'à présent? Pour le savoir, nous avons invité quatre experts à évaluer cet organisme de surveillance du FMI : Peter Kenen, universitaire spécialiste de l'économie internationale; Karin Lissakers et Jean-Claude Milleron, deux anciens administrateurs du FMI, respectivement pour les États-Unis et pour la France, qui ont aidé à mettre en place ce bureau; et Carol Welch, spécialiste de politique internationale aux Amis de la Terre, une organisation non gouvernementale. ■

